

Adieu à Daniel Lefeuvre, notre camarade de la SFHOM !

Daniel Lefeuvre est décédé en ce début de novembre 2013, au terme du parcours toujours difficile (et douloureux) des aléas, rémissions et rechutes d'un cancer. Nous évoquerons dans cet article de notre revue quelques aspects de la vie et de l'engagement de D. Lefeuvre.

1. Daniel Lefeuvre secrétaire général de la SFHOM

Certes, la « mémoire » de D. Lefeuvre dépassera largement l'histoire de la Société française d'histoire des outre-mers ! Mais je commencerai par évoquer le rôle clé qu'il y a joué, en tant que secrétaire général, entre 1995 et 2000. Il a succédé à cette fonction à Roger Pasquier et y a précédé Josette Rivallain.

À ce poste, il a pris conscience, avec le président Marc Michel, du changement de nature de l'association. En effet, celle-ci avait rompu avec son passé « colonial » ou « françafricain », et il fallait en tirer les conséquences stratégiques. Les financements des mécènes de la Françafrique (comme la SCOA-Société commerciale de l'Ouest africain – dont le patron était même devenu trésorier de l'association...) et, surtout, les abonnements récurrents des anciens cadres des outre-mers français (entreprises, administrations, érudits, armée) s'étaient effrités. La *Revue* était menacée dans son équilibre financier même ! Il fallait donc renforcer l'ancrage dans le monde académique français, européen et transatlantique, donc la base des abonnements des bibliothèques universitaires et des centres de recherche. Il fallait « changer » tout en restant « fidèle » à l'esprit de l'association et de sa revue. Le tandem Marc Michel-Daniel Lefeuvre, articulé autour de relations très fortes et très personnelles, aura su prendre le cap quand, en 1995, Charles-Robert Ageron, lui a proposé de veiller au destin de la *Revue*.

C'est à D. Lefeuvre (en liaison avec Marcel Dorigny) que nous devons l'hospitalité à l'Université de Paris 8-Saint-Denis, avec un local (une grande et une petite pièces et un très grand placard) pour les archives courantes, des lots d'anciens numéros et de publications, et une adresse postale : un abri provisoirement durable a été ainsi déniché quand la SCOA a mis fin à l'hébergement de la SFHOM. Pour autant, l'étape suivante, celle du rattachement à un centre de recherche particulier, n'a pas été franchie, au nom du respect de l'autonomie d'action de la SFHOM par rapport à toute « école » d'histoire ultramarine.

De façon tout aussi décisive, D. Lefeuvre a mis en œuvre un processus de rénovation de la *Revue* elle-même, en liaison avec le rédacteur en chef Pierre Brocheux et Jean-Louis Planche : le titre en a été changé (de *Revue française d'histoire d'outre-mer* à *Outre-Mers. Revue d'histoire*) en 1998. L'idée était de rompre avec une vision privilégiant l'histoire de l'ancien empire français et, au contraire, d'ouvrir la *Revue* à l'ensemble des empires, des espaces coloniaux, des territoires ultramarins, tout en continuant à privilégier la discipline historique. Bref, la conception « franco-française » devait céder la place à une universalité historique. Mais on devait également diversifier les approches par champs disciplinaires, avec plus d'histoire économique et sociale, plus d'histoire culturelle, par exemple.

Cette évolution a été couronnée par un changement graphique dans la présentation de la *Revue*, avec un « bleu outre-mer » symbolique. Il s'agissait de la rendre plus attrayante, et d'accentuer sa différenciation par rapport aux austères revues académiques. Enfin, sous l'égide du trio Marc Michel-Daniel Lefevre-Pierre Brocheux, la *Revue* a maintenu l'équilibre délicat entre articles de pointe, articles de collègues bien assis, et articles d'érudits spécialisés, ce qui lui a permis un rayonnement constant, en franchissant le cap de la fin du xx^e siècle.

Toutes les difficultés inhérentes à la bonne conduite d'une telle revue, avec son indépendance de gestion par rapport à une maison d'édition, avec son animation par des bénévoles occupés par ailleurs à leur vie universitaire et à leurs recherches, n'ont pas été résolues à cette époque. Un souci d'économie (à propos des frais postaux, notamment) a conduit en 1999 à comprimer les quatre numéros « simples » en deux numéros « doubles », mais fort épais chacun. Et, dans les mains de D. Lefevre, la *Revue* a pu préserver son capital intellectuel, la confiance de son lectorat, et son « crédit » au sein de la communauté académique.

2. Daniel Lefevre et l'histoire de l'Algérie

En bon historien inspiré alors par les analyses marxistes, D. Lefevre s'est attaqué à l'histoire de l'Algérie selon un angle économique et financier (voire social aussi), afin d'étudier les « infrastructures » en laissant l'histoire des « superstructures » (politique, culture, armée, ordre public) à ses collègues algérianistes. Il s'est forgé son portefeuille de savoir-faire auprès du professeur Jacques Marseille, initiateur d'un renouveau de l'histoire économique de l'outre-mer français, et celui-ci a dirigé sa thèse *L'industrialisation de l'Algérie (1930-1962)*, soutenue en 1994.

Bien sûr, sa thèse aura suscité des débats, des critiques, à propos de séries de chiffres, par exemple... Mais c'est heureusement le propre de nos recherches universitaires que de « faire débat » ! L'acquis clé en est tout de même une excellente reconstitution de la chronologie, des enjeux, des plans d'action et des réalisations pour tout ce qui concerne l'histoire de l'Algérie commerciale, agricole et industrielle – en laissant l'histoire bancaire à d'autres collègues (H. Bonin, S. Saul). Les enjeux du développement de l'Algérie coloniale sont bien précisés, avec les rapports de force entre groupes de pression politiques, colons et patronaux. Les débats autour de la typologie des investissements sont nourris. Les données concernant les investissements dans les infrastructures de base – un acquis de la colonisation – sont riches. Peut-être eût-il fallu amplifier les considérations sur le « modèle » de développement trans méditerranéen, ses effets sociaux, ses limites ; mais D. Lefevre a poursuivi ses réflexions après sa thèse, comme cela se passe souvent dans une carrière de chercheur, d'où les textes évoqués plus loin en référence.

- Daniel Lefevre, *Chère Algérie. Comptes et mécomptes de la tutelle coloniale, 1930-1962*, Paris, Publications de la SFHOM, 1997.
- Réédition : Daniel Lefevre, *Chère Algérie. La France et sa colonie (1930-1962)*, Paris, Flammarion, 2005.

Au fond, de même qu'Annie Rey-Goldzeiguer ou Guy Pervillé, D. Lefevre aura été le pendant pour l'Algérie de Pierre Guillen, René Gallissot ou Jean-Claude Allain pour le Maroc, et de Mohamed Lazhar Gharbi ou Jean Ganiage pour la Tunisie. Et tous auront été les dignes successeurs et émules du « grand » Charles-Robert Ageron, initiateur du renouveau des études historiques concernant le Maghreb économique et

social, notamment. Cela explique d'ailleurs que D. Lefeuvre ait été la cheville ouvrière des « hommages » à C.-R. Ageron, tant pour le colloque que pour le recueil de textes : Daniel Lefeuvre (*et alii*, dir.), *La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises (En l'honneur de Charles-Robert Ageron)*, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2000 (seconde édition en 2005).

D. Lefeuvre a livré plusieurs études partielles à propos de son « fonds » historique, l'Algérie :

- « Vichy et la modernisation de l'Algérie: intention ou réalité ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°42, avril-juin 1994, pp. 7-16.
- « La propagande économique dans la guerre d'Algérie », in Charles-Robert Ageron (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Algériens, 1954-1962*, Paris, Armand Colin, 1997.
- « Vichy et les entreprises algériennes », in *L'Occupation, l'État français et les entreprises*, Paris, ADHE Éditions, 2000.
- *La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises : Mélanges en l'honneur de Charles-Robert Ageron*, Paris, Publications de la SFHOM, 2000 (codirection).
- « L'électricité en Algérie, De la rationalisation à la nationalisation, les enjeux d'une réforme, 1937-1947 », in Dominique Barjot (*et alii*, dir.), *L'électrification outre-mer*, Paris, Publications de la SFHOM, 2002.
- « La peau de chagrin de l'Algérie française », in Jean-Charles Jauffret (dir.), *Hommes en Guerre d'Algérie*, Paris, Autrement, 2003.
- « Les pieds-noirs », in Mohamed Harbi et Benjamin Stora (dir.), *La Guerre d'Algérie, 1954-2004. La fin de l'amnésie*, Paris, Robert Laffont, 2004, pp. 267-286 (réédition, Hachette, 2005).
- Nathalie Jungerman, Daniel Lefeuvre et Jean Segura, *Lettres d'Algérie. André Segura : la guerre d'un appelé 1958-1959*, Paris, Éditions Nicolas Philippe, 2004.

3. Daniel Lefeuvre « notabilité » de l'histoire

Fort de ce capital historique sur l'Algérie, D. Lefeuvre est devenu maître de conférences en 1994 puis professeur en 2002 à l'Université de Paris VIII-Saint-Denis où s'est constitué un mini-pôle d'histoire ultramarine, avec Marcel Dorigny et Emmanuel Sibeud. Il était « normal » qu'il s'y ancrât dès lors que c'était une « université de gauche » et que lui-même affirmait sa fidélité à une perception « de gauche » de l'Histoire, favorable à une reconstitution des mouvements des « forces productives », des initiatives « progressistes » des majorités, gouvernements et hommes de gauche, quelque peu dans la ligne de Jean Bouvier et du Jacques Marseille « de gauche ». Par ses enseignements et ses publications d'histoire économique, il est resté longtemps en effet « dans la ligne » d'une gauche de progrès :

- « La politique économique du Front républicain (1956-1957) », in Serge Berstein (dir.), *Paul Ramadier, la République et le socialisme*, Bruxelles, Complexe, 1989.
- *D'une crise à l'autre : 1929, 1973, 1993*, Paris, La Documentation française, 1994 (avec Michel Margairaz).
- « Les lumières de la crise : les entreprises françaises dans la dépression des années 1930 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°52, octobre-décembre 1996, pp. 31-40.
- « L'avenir nous appartient ! » *Une histoire du Front populaire*, Paris, Larousse, 2006 (avec Michel Margairaz et Danièle Tartakowsky).

D'ailleurs, l'historien économiste D. Lefeuvre a accompagné avec ferveur et ténacité Jacques Marseille dans son œuvre de « vulgarisation » de l'histoire économique, au-delà des petits groupes d'étudiants et de collègues. Il a même été l'une des chevilles ouvrières du fonctionnement de l'ADHE, l'Association pour le développement de l'histoire économique, qui a organisé des cycles de formation pour les enseignants du

Secondaire, des colloques sur des thèmes alors novateurs, auxquels nous-même avons participé, souvent conclus par des agapes mémorables (à la Sorbonne, au Grand Hôtel, etc.), et en tout cas toujours couronnés par un recueil d'actes riche et, encore aujourd'hui, intéressant. Lui-même, en direct, a été amené à travailler sur des ouvrages « grand public » :

- *1940 au jour le jour*, Paris, Albin Michel, 1989 (avec Jacques Marseille).
- *Le Métro de Paris. Histoire d'hier à demain*, Rennes, Ouest-France, 1990.

Cependant, bien que devenu une « notabilité » de l'université parisienne, D. Lefeuvre ne s'est pas assoupi dans son métier d'historien chercheur. Pour nombre de textes, il est reparti dans les archives, à Aix-en-Provence et à Fontainebleau. Nous nous rappelons qu'il enfourchait son fameux scooter pour gagner le centre d'archives financières de Fontainebleau, où il allait glaner des éléments tout frais pour telle ou telle communication de colloque, avec une sorte de jeunesse d'esprit stimulante – jusqu'au jour où ce véhicule lui a été dérobé. À Aix, aux ANSOM, il a pu dévorer des dizaines de cartons d'archives avec quelque jubilation et y partager des moments confraternels avec les autres historiens présents.

4. Daniel Lefeuvre acteur de l'histoire ultramarine et coloniale

Tout en promouvant l'histoire économique, D. Lefeuvre est bien entendu resté fidèle à l'histoire ultramarine. Il a fait fructifier son fonds de données en livrant plusieurs textes dans des ouvrages collectifs, sur l'Algérie, comme nous l'avons indiqué plus haut, et sur l'histoire coloniale en général. Surtout, avec des collègues, il a participé pleinement aux coutumes de la communauté académique en montant des colloques, en liaison avec l'éditeur Riveneuve, d'où trois recueils d'actes, dont un tout récent, plutôt original, sur la fin des empires coloniaux. Bref, il ne s'est pas « figé » dans l'autosatisfaction professorale et, au contraire, a lui aussi, comme ses collègues de Paris IV, animé l'évolution de l'histoire coloniale, sans pour autant rallier les promoteurs de l'histoire « post-coloniale » un moment tant à la mode transatlantique.

Enfin, avec Marc Michel, il aura été le fondateur en 2006 puis le co-responsable (avec son collègue et ami Michel Renard) du site internet *Études coloniales*, qui s'est voulu un pionnier d'une sorte de revue d'actualité sur les recherches françaises en histoire ultramarine [<http://etudescoloniales.canalblog.com>]. Le temps lui aura manqué pour donner toute sa mesure institutionnelle : en effet, en juin 2013, il était devenu président du Conseil scientifique de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie, et il avait été élu en 2012 membre de l'Académie des sciences d'outre-mer.

- Contributions à : Jean-Pierre Rioux (dir.), *Dictionnaire de la France coloniale*, Paris, Flammarion, 2007.
- *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve, 2009 (codirection avec Olivier Dard).
- *L'histoire nationale en débat. Regards croisés sur la France et le Québec*, Paris, Riveneuve, 2010 (codirection avec Éric Bédard et Serge Cantin).
- *Démontage d'empires*, Paris, Riveneuve, 2013 (codirection avec Jean Frémigacci et Marc Michel).

5. Daniel Lefeuvre engagé dans les combats du « sens de l'Histoire »

Comme J. Marseille, mais beaucoup moins loin que celui-ci, D. Lefeuvre a été amené par l'évolution des temps et surtout l'analyse des gauches au pouvoir à reconsidérer sa vision « marxiste » de l'Histoire, tout en en gardant comme beaucoup la boîte à outils d'analyse « marxienne » du jeu des forces productives et sociales. Il n'a plus guère par conséquent investi dans les analyses d'histoire économique « militante ». En revanche, il est devenu pleinement partie prenante des débats « citoyens », voire militants, autour des questions de « mémoire », d'« identité ». On y a d'ailleurs retrouvé son goût, parfois provocateur, pour la joute des idées déployée dans ses analyses d'histoire économique et sociale, y compris, comme on dit, sur les plateaux de télévision (*C dans l'air*, et dans les émissions culturelles de seconde partie de soirée).

En effet, dans un petit ouvrage tonitruant, *Pour en finir avec la repentance coloniale*, D. Lefeuvre s'est lancé lui aussi dans la littérature de débat orientée vers un large public, au-delà des cénacles universitaires. Et, pour un coup d'essai, son essai aura été un coup de maître – bien que contesté par des experts qualifiés comme André Nouschi, Gilbert Meynier ou Benjamin Stora. Il y exprime son agacement face au *mea culpa* qu'il juge masochiste devant trop de réalités historiques ou actuelles, et l'on rejoint là les grands débats civiques menés en 2005-2006 autour de la culpabilité (notamment française) quant aux politiques fâcheuses d'une colonisation excessive ; le fameux « fardeau de l'homme blanc » deviendrait un “boulet”, comme si nombre de figures du temps colonial devaient subir des procès rétrospectifs et finir au baignoire de l'opinion insurgée contre leur (in-)conduite. Une relecture du temps colonial déploie une mémoire artificielle, qui choque D. Lefeuvre : « Plutôt qu'un livre noir, c'est un roman noir du colonialisme que les Repentants nous livrent. » (p. 12). Sans sombrer dans les excès de ce qui serait un “livre blanc” du colonialisme – face d'ailleurs au « livre noir » publié par nos collègues il y a quelques années –, donc sans parti pris et sans excès (quelque peu « révisionnistes »), il entreprend, essentiellement à propos de l'Algérie, son champ d'étude privilégié, de jauger successivement plusieurs accusations proférées contre la France colonisatrice, d'où autant de petits essais qui rendent le livre plaisant à lire. Il analyse les “actes d'accusation”, comme ceux développés par Gilles Manceron, Olivier Le Cour-Grandmaison, Pascal Blanchard et ses proches, à qui il reproche d'être prompts parfois à des excès ou des simplismes dans leurs analyses, voire à des contre-vérités, et il leur répond point par point, en mobilisant un savoir de première ou seconde main, bien maîtrisé, et sa riche culture, directe ou indirecte, de l'histoire algérienne.

Il y débat des contours revêtus par la guerre de conquête, remet en cause l'accusation de quasi-génocide formulée envers une armée d'exterminateurs systématiques, entre 1839 et 1857 ; il scrute méticuleusement les événements, procède avec talent à des additions qui démolissent le préjugé de « projet cohérent de génocide » ; il ne camoufle pas le bilan des combats, mais démontre que les militaires n'étaient pas des “barbares”, que les combats ont été rudes des deux côtés, que les soldats français sont tombés victimes d'endémies graves et que, surtout, c'est aux mauvaises récoltes qui se succèdent qu'est due essentiellement la crise de mortalité qui balaye quelques centaines de milliers d'Algériens, en des temps où « l'économie d'Ancien Régime » et ses disettes récurrentes touchent encore l'Afrique du Nord et d'autres contrées encore fragiles (notamment le Maroc et la Tunisie voisins, pourtant encore indépendants). Bref, la “question démographique” est au cœur du débat, et la “saignée” de 1862-1872 n'est pour lui en rien due à une stratégie d'élimination de la population autochtone.

Par ailleurs, D. Lefeuvre utilise sa spécialité, l'histoire économique, et il déploie tout son talent à déterminer si l'Algérie a été utile à l'économie française et vice-versa, bref, si la Métropole a exploité sa colonie. Le livre hésite alors entre une étude du cas algérien et l'ensemble de l'espace impérial, d'où quelque frustration parfois car le questionnement aurait pu aussi traiter de l'Indochine ou de l'Afrique noire, vu le titre du livre. En fait, il aurait dû reprendre les argumentaires excellents de son *Chère Algérie*, et ainsi mieux jauger ce qu'a coûté ou rapporté l'Algérie, et ce dans les deux sens. Bref, l'empire algérien a-t-il été vraiment une « bonne affaire » ? Et il ne débat pas assez de la crise du modèle de mise en valeur, des retards dans la perception de son inadaptation, d'où « une Algérie clochardisée » marquée par un chômage latent dans les campagnes. Surtout, la philosophie même de cet essai a pu susciter débat : certes, la repentance systématique est soit de mauvaise foi, soit entachée d'anachronisme, de bêtise et de faiblesse ; mais n'aurait-il pas fallu consacrer au moins un chapitre aux « regrets » (peu d'écoles pour autochtones ; confiscation des terres ; les deux collèges électoraux ; le droit du travail, etc.). Enfin, et nous en avons débattu, un historien peut-il proclamer qu'il peut « en finir » avec l'Histoire, dont le rôle est de remettre sans cesse en cause la perception et l'analyse de l'histoire des faits... ?

Quoi qu'il en soit, D. Lefeuvre a mis lui aussi l'histoire au premier plan des débats sur la perception du passé, l'identité dite « nationale » – quelle que soit l'appréciation qu'on puisse porter sur le petit livre publié sur un thème délicat – ou l'intégration, même si la maladie l'a empêché ensuite de donner toute son énergie à enrichir plus encore de telles contributions. Ajoutons, pour conclure cette section, qu'il aura été préoccupé sans cesse par l'exigence de « respect », de la vérité historique telle qu'on peut la construire, des autres participants aux débats historiens ou civiques, quel qu'ait pu être son humour parfois caustique et sans illusions sur les faiblesses de certains groupes de polémistes.

- *Pour en finir avec la repentance coloniale*, Paris, Flammarion, 2006 ; réédition : collection « Champs actuels », 2008.
- *Faut-il avoir honte de l'identité nationale ?*, Paris, Larousse, 2008 (en collaboration avec Michel Renard)
- « De deux conditions essentielles de l'intégration par l'école », *Hommes et migrations*, 2011/6, pp. 78-82.

Évidemment, dès lors qu'il s'engageait sur les chemins de la polémique citoyenne, D. Lefeuvre a pénétré le « champ de mines » des raccourcis de mauvaise foi et des qualifications simplistes, tout en acceptant les critiques justifiées et posées de collègues comme Catherine Coquery-Vidrovitch ou André Nouschi. S'il avait abandonné (comme d'autres) le marxisme militant, avait-il pourtant glissé vers la droite extrême, comme le suggéraient notamment des historiens restés fidèles au marxisme ? De tels sujets (intégration, Algérie, colonisation, identité) sont devenus des brûlots, et parfois, des qualifications ou démarches ont été « polluées » par des experts dont D. Lefeuvre pensait, à tort ou à raison, qu'ils étaient figés dans une perception univoque de l'histoire ou de la réalité sociétale et culturelle. En participant à ces débats « à découvert », il s'est retrouvé en tout cas exposé aux mitrailleuses du front des idées !

En remettant lui aussi en cause les idées reçues de la gauche des années 1970/80, il n'en a pas pour autant abandonné son socle d'idées républicaines, démocrates et historiennes. Mais les classifications sommaires (encore en réaction à un tout récent

colloque sur les troupes coloniales, à Reims en novembre 2013 [cf. <http://www.lunion.presse.fr/region/des-invites-controverses-au-colloque-sur-les-troupecoloniales-ia3b24n232134>], véhiculées sans vergogne sur des blogs où explosent ressentiments et hargne – osant qualifier D. Lefeuvre de « réactionnaire » et de « révisionniste » – n’ont pas ébranlé son honnêteté intellectuelle et citoyenne, ni sa sérénité académique, car il a toujours refusé de descendre au niveau de tels miasmes infra-intellectuels, tout en acceptant le débat universitaire autour de la réalité des faits, et donc les critiques argumentées, et le débat d’idées, aussi rudoyant fût-il. « Son attrait pour le débat et pour l’art oratoire ont été les plus forts. Mais c’était toujours dans le respect des faits et de l’acte historien », précise C. Villemagne. En tout cas, on ne saurait reprocher à D. Lefeuvre le fait d’avoir été récupéré depuis quelques années et d’être récupéré de façon posthume par des militants des droites extrêmes (du genre du site *Voltaire*), prompts à dénicher dans des analyses « savantes » les éléments qui peuvent nourrir leurs points de vue, quitte à faire perdre leur sens aux raisonnements nuancés, riches et pondérés d’un historien cherchant à remettre en cause acquis académiques et idées reçues.

Pour beaucoup, D. Lefeuvre était un ami ou un compagnon de route fidèle, malgré des désaccords scientifiques sur l’Histoire et l’interprétation de l’Histoire assez fondamentaux à la fin de sa vie. Au sein de la communauté d’historiens ultramarins, « nous nous connaissions depuis longtemps, depuis ses débuts avec Jacques Marseille, qui était aussi un excellent ami ; nous nous respections mutuellement, et nous nous apprécions dans les différents colloques ou diverses conférences où il nous est assez fréquemment arrivé de participer ensemble, sans pour autant nous faire de cadeau sur le plan scientifique », indique notamment Catherine Coquery-Vidrovitch. D. Lefeuvre ne rechignait jamais à la tâche, relançait sans cesse des projets, et, au fond, animait une petite communauté de chercheurs bien vivace.

Conclusion

« Qu’est-ce qu’une vie réussie ? », se demandent les philosophes. D. Lefeuvre, comme son maître J. Marseille, s’est construit une position universitaire et « moyenne bourgeoise », une historiographie personnelle, une « image » de marque. Mais, plus encore, il aura formé des milliers d’étudiants ou d’enseignants, avec dévouement. Il aura profité d’une vie familiale intense, avec ses deux fils, une épouse attentive, une propriété dans la Creuse lui procurant des racines relatives. Enfin, il aura été un homme d’amitiés, avec son cercle intime, ses bons « compagnons de route » militants et ses camarades historiens – dont nous fûmes, d’où de bons souvenirs, à Bordeaux, à Arcachon ou en région parisienne. « Daniel avait cet humour ravageur et savoureux qui mettait en joies, en toutes circonstances », relate Claire Villemagne.

Hubert Bonin (avec l’aide de plusieurs collègues de la SFHOM : Pierre Brocheux, Catherine Coquery-Vidrovitch, Marc Michel, Roger Pasquier, Josette Rivallain, Isabelle Surun, Hugues Tertrais, Claire Villemagne)